

Du territoire au sol vivant : entretien avec Richard Ibghy et Marilou Lemmens

André-Louis Paré

Number 128, Spring-Summer 2021

Climatologie
Climatology

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/95813ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Le Centre de diffusion 3D

ISSN

0821-9222 (print)

1923-2551 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Paré, A.-L. (2021). Du territoire au sol vivant : entretien avec Richard Ibghy et Marilou Lemmens. *Espace*, (128), 60–66.

DU TERRITOIRE AU SOL VIVANT :

entretien avec
Richard Ibghy
et Marilou Lemmens

par André-Louis Paré



À L'ÉTÉ 2020, LE DUO FORMÉ DE RICHARD IBGHY ET MARILOU LEMMENS A BÉNÉFICIÉ D'UNE RÉSIDENCE DE RECHERCHE À LA FONDATION GRANTHAM SITUÉE À SAINT-EDMOND-DE-GRANTHAM (CENTRE-DU-QUÉBEC). CONSACRÉE AUX RECHERCHES ET PRATIQUES ARTISTIQUES MISANT SUR LES DÉFIS ENVIRONNEMENTAUX, CETTE RÉSIDENCE LEUR A DONNÉ L'OPPORTUNITÉ DE DÉVELOPPER UN PROJET D'EXPOSITION INTITULÉE *QUERELLE ENTRE DEUX PUCES POUR SAVOIR À QUI APPARTIENT LE CHIEN SUR LEQUEL ELLES VIVENT*¹. L'ENTRETIEN PORTE, ENTRE AUTRES, SUR CE PROJET OÙ LE TERRITOIRE AGRICOLE, SON APPROPRIATION ET SON ADMINISTRATION COMME ESPACE VITAL SOULÈVENT DES ENJEUX ÉCOLOGIQUES MAJEURS.

André-Louis Paré **Lorsqu'on jette un regard rétrospectif sur les divers projets artistiques qui ont alimenté vos réflexions, depuis plusieurs années, il semble se dégager une constante : l'importance de l'économie, ou mieux de l'économisme, comme façon de générer des formes de vie adaptées à ses principes idéologiques, notamment en ce qui a trait au temps de travail, son impact dans la valorisation de notre être social, surtout lorsqu'il est en lien avec la productivité.**

Richard Ibhgy Nous avons commencé à réfléchir sérieusement à la façon dont l'économie génère des formes de vie pendant la crise financière en 2007-2008. À cette époque, partout où nous allions, il y avait quelqu'un qui commentait la crise – comment elle s'était produite, pourquoi elle s'était produite et ce qu'il convenait de faire maintenant qu'elle s'était produite. Et, durant toute cette période, nous étions stupéfaits par le nombre de termes économiques et financiers utilisés. Nous pouvions en comprendre certains, mais la plupart nous échappaient.

Cela nous a fait réaliser à quel point l'économie s'était infiltrée dans nos vies. Si les Inuits ont plus de mots pour désigner la neige que nous n'en avons dans la langue française, c'est le reflet de l'importance que celle-ci occupe dans leur réalité. Tous les mots que nous avons développés pour désigner l'économie sont le signe de son importance dans nos vies.

Marilou Lemmens Nous avons d'abord travaillé sur des aspects concrets de l'appareil d'abstraction économique : discours, pratiques de quantification et formes graphiques. Le langage économique est devenu un matériau qui nous permettait de rendre visible la logique d'un système de pensée, mais aussi sa part « d'ombre ». Durant plusieurs années, cet intérêt nous a amenés à nous plonger dans les théories économiques dominantes afin de saisir leur logique interne et d'en développer une critique immanente. Mais, à partir de 2014, avec le projet *The Golden USB* (dont l'une des vidéos est présentée dans l'exposition à la Fondation), nous avons élargi nos considérations des effets de l'expansion du capital dans sa phase néolibérale à l'ensemble du vivant et du non-vivant, et non plus seulement à l'humain.

Justement, lors de votre passage à la Fondation, vos recherches se sont orientées vers le territoire agricole, ses ressources en termes de sol, d'eau, d'élevage d'animaux. Mais celles-ci ont aussi rappelé la manière dont les premiers colons ont délimité ce territoire en lopins de terre, transformant considérablement le paysage.

R. I. Nous avons commencé à nous intéresser au territoire rural lors d'un séjour à Omaha, au Nebraska, en 2019, en préparation pour une exposition au Bemis Center. Nous voulions élargir les



notions de cohabitation, de soin (care) et de communication pour inclure les relations entre les espèces et, plus particulièrement, entre les oiseaux et les humains.

Un des éléments fondamentaux de cette cohabitation est notre relation à la terre : comment les territoires sont conçus, habités, partagés et exploités. Nous nous sommes retrouvés dans le Midwest, au milieu d'une agriculture à très grande échelle où la terre est considérée presque exclusivement sous l'angle de l'utilisation humaine. Cela pose des problèmes éthiques, mais de plus en plus, ceux-ci se transforment en problèmes plus fondamentaux de régénération et même de survie.

M. L. La résidence à la Fondation Grantham a été une formidable occasion pour nous de prolonger notre engagement avec ces questions, mais cette fois en explorant ce qui se passe près de nous. En sillonnant les régions rurales du Québec, nous avons découvert des territoires entiers où il ne pousse que deux plantes : du maïs et du soja. Cela nous a amenés à vouloir explorer l'origine de ce droit présumé au monde qui justifie la transformation, l'exploitation et la destruction des environnements.

Avec *La grande appropriation* (2020), une installation composée de quelques centaines de petites sculptures, chacune représentant à l'échelle, la superficie d'une seigneurie ou d'un canton, nous avons voulu examiner les sources historiques de cette violence et leurs fondements ontologiques, techniques et juridiques.

Le colonialisme a été la matrice de la destruction des écosystèmes en Amérique du Nord, et il est essentiel de lier les questions coloniales et écologiques. Le système seigneurial et le système des cantons sont les formes historiques et institutionnalisées de l'appropriation, de la distribution et de l'occupation des terres au Québec. Ces formes de territorialisation n'ont pas simplement imposé de nouvelles formes de propriété et l'idée de la possession et de la domination de la nature; grâce à de nouveaux modes d'inscription et de représentation – la cartographie et l'arpentage – elles ont transformé la relation au territoire : de quelque chose concret et relationnel à quelque chose de fondamentalement abstrait.

En permettant de visualiser la terre comme une chose qui peut être marquée, divisée et possédée à distance, ces outils ont facilité le déplacement et la dépossession des peuples autochtones ainsi que des plantes et des animaux indigènes. Les traces de ces découpages du territoire sont toujours bien visibles dans le paysage québécois et, plus fondamentalement, dans la conception de la terre comme une ressource.

En effet, cette appropriation de la terre est le résultat d'une conception du monde diamétralement opposée à celles engendrées par les cultures autochtones plus propices à entretenir un lien harmonieux avec l'environnement naturel. De nos jours, elle a aussi tendance à détruire les fermes traditionnelles et à faire correspondre le monde agricole

P. 62 : Richard Ibghy et Marilou Lemmens,
La grande appropriation, 2020- .
Bambou, gels de couleur, fil, papier et encre,
488 x 244 x 214 cm. Vue de l'installation.

Richard Ibghy et Marilou Lemmens, *Le nombre
d'hectares de terre en zone agricole acquis
par des spéculateurs dans 54 municipalités
du Québec entre 2009 et 2014, 2020* (détail).
Six impressions numériques,
91 x 117 cm chacune. Vue d'installation.
Fondation Grantham pour l'art et
l'environnement. Photos : H&S.



à celui de l'industrie la plus insidieuse qui soit mettant en danger la biodiversité. N'est-ce pas ce que donne à penser la série photographique *Le nombre d'hectares* ?

R. I. Effectivement, la spéculation sur les terres agricoles a de nombreux effets, incluant ceux d'entraîner une augmentation du coût des terres, une réduction du nombre de fermes, une perte de la biodiversité et l'essor d'une production orientée vers l'exportation et les marchés financiers, en plus de fragiliser les communautés rurales et la souveraineté alimentaire. Mais, plus fondamentalement, celle-ci a pour effet de transformer la terre qui, comme l'eau et l'air, est fondamentale pour notre survie et la survie des autres êtres vivants, en simple commodité. Comme le dit l'anthropologue économique Karl Polanyi, traiter la terre et le travail comme de simples marchandises, et ainsi « permettre au mécanisme de marché d'être le seul maître du destin des êtres humains et de leur environnement naturel... conduirait à la destruction de la société² ». Aujourd'hui, il faut bien entendu élargir cette conception de la société à un assemblage d'humains et de plus qu'humains.

Avec *Le nombre d'hectares de terre en zone agricole acquis par des spéculateurs dans 54 municipalités du Québec, entre 2009 et 2014* (2020), nous voulions prendre la mesure de ces enjeux en examinant l'augmentation récente de la superficie des terres acquises par des acteurs financiers – soit un degré d'abstraction supplémentaire dans notre rapport au territoire. C'est un phénomène assez bien connu en ce qui concerne les pays dits globalement du « Sud », et nous voulions voir ce qu'il en était dans la province.

Nos recherches nous ont amenés à focaliser sur l'acquisition de terres au Saguenay–Lac-Saint-Jean et à réaliser six compositions photographiques qui présentent des assemblages de morceaux de bois prenant la forme de 54 municipalités. Chaque assemblage est annoté et, au bas de l'image, on retrouve une légende indiquant les noms des spéculateurs et la superficie de terre arable acquise. En cinq ans, cinq entreprises, ayant toutes leur siège social au Québec, ont acquis 2701 hectares dans cette région. Au cours de la même période, les quinze groupes financiers les plus actifs ont acquis plus de 27 000 hectares de terres agricoles au Québec.

Si le monde agricole est assujéti à l'économisme, au besoin de rentabilité et de prospérité, il l'est aussi en ce qui a trait au climat. Contrairement à la productivité en usine, tributaire uniquement des machines, l'industrie agroalimentaire est soumise aux aléas du temps qu'il fait ou fera. N'est-il pas tentant alors, au nom d'un meilleur rendement, de faire appel à des pesticides, même si le risque pour l'environnement est flagrant.

M. L. La gravité de l'impact des pesticides sur la vie dans les sols et sur la biodiversité est bien documentée. La chute des populations d'insectes et d'oiseaux champêtres en témoigne de manière éloquent. C'est un des grands désastres écologiques du début du 21^e siècle.



Richard Ibghy et Marilou Lemmens, *L'affaire Louis Robert*, 2020. Bois, encre, présentoir en érable vitré sur deux faces avec verre sans reflet, 205 x 133,5 x 23 cm. Vue de l'installation, Fondation Grantham pour l'art et l'environnement. Photo : H&S.



Richard Ibghy et Marilou Lemmens, *L'inhospitalité de douze rivières*, 2020.
Installation : vidéo (27 min), verre, plastique, eau, papier, encre et divers pesticides.
À gauche : vue de l'installation, Fondation Grantham pour l'art et l'environnement.
Photo : Alain Laforêt. À droite : image de production.

C'est ce qui nous a amenés à nous promener à travers le Québec, durant l'été, et à prélever des échantillons d'eau dans des rivières situées en milieu agricole. Nous avons ensuite obtenu des analyses détaillées des pesticides présents et de leur niveau de toxicité pour la communauté benthique, c'est-à-dire pour les êtres qui peuplent le fond des rivières – écrevisses, sangsues, mollusques, larves de libellules et bien d'autres. C'est le sujet de l'œuvre *L'inhospitalité de douze rivières* (2020). Nous parlons d'inhospitalité puisque les pesticides rendent ces milieux impropres à la vie et à la régénération. C'était important pour nous de développer une conception élargie de l'hospitalité dans ce travail qui atteste des effets de nos modes d'utilisation du territoire sur d'autres vivants.

L'argument qui veut que les pesticides soient nécessaires afin de maximiser la production agricole est utilisé pour convaincre les politiciens, les agriculteurs et les citoyens d'accepter ce biocide comme inévitable. C'est d'ailleurs cette capacité supposée des pesticides qui était au cœur de « l'affaire Louis Robert ». Plusieurs se souviendront qu'en 2019, le lanceur d'alerte Louis Robert, qui était agronome au ministère de l'Agriculture, a été congédié pour avoir dénoncé l'ingérence de l'industrie des pesticides dans la recherche publique. Plus spécifiquement, il avait révélé les pressions exercées sur des scientifiques pour censurer leur étude démontrant qu'il n'y a pas de différence significative de productivité entre les semences traitées ou non avec des pesticides.

L'œuvre intitulée *L'affaire Louis Robert* (2020) matérialise les résultats de cette étude. Chacun des niveaux du présentoir représente les résultats observés sur une année, de 2012 à 2015. La hauteur des blocs de bois naturel correspond à la productivité des semences non traitées et celle des blocs colorés, à celle des semences traitées aux néonicotinoïdes.

D'ailleurs, ce scandale a révélé beaucoup plus que l'inutilité de l'utilisation de certains pesticides, il a démontré la complicité du ministère, le manque de transparence des institutions publiques, les conflits d'intérêts dans les rangs des agronomes et la

manière dont les firmes agrochimiques bâillonnent le débat public. La forme de l'œuvre elle-même, celle d'un grand présentoir vitré de deux côtés, associe les propriétés matérielles du verre à la transparence comme métaphore pour la circulation de l'information. Avec *L'affaire Louis Robert*, notre intention était de perpétuer la mémoire de cet événement du point de vue collectif.

L'usage abusif, voire inutile, de certains pesticides est souvent considéré comme une réponse au réchauffement climatique et à son impact sur les récoltes. Pour y remédier, avez-vous constaté lors de vos recherches un désir de la part de certains agriculteurs et agricultrices de faire les choses autrement ?

M. L. Avec les pesticides, l'on reste dans le *technofix* et la vision à court terme : une approche qui mène au désastre écologique et qui ne sert que les intérêts des géants de l'agrochimie. De plus, c'est un cercle vicieux puisque l'agriculture conventionnelle est une source majeure d'émission de gaz à effet de serre (GES).

Mais toutes les formes de culture ne sont pas productrices de GES, bien au contraire. Les approches qui portent attention à la santé du sol permettent à la fois de contrer la perte de biodiversité et la dégradation des terres, mais aussi de faire du sol un véritable puits de carbone et d'atténuer ainsi les changements climatiques.

Les agricultrices et les agriculteurs que nous avons rencontrés travaillent en permaculture et en culture maraîchère biologique de petite surface, et chacun développait des manières alternatives de travailler la terre, qui demandent de faire avec le vivant et non contre lui. Ces approches représentent une transformation majeure de nos systèmes alimentaires et sont basées sur une intelligence écologique pragmatique fondée sur une vaste compréhension des réseaux d'interactions entre les êtres ainsi qu'entre le vivant et le non-vivant.



Ces rencontres nous ont amenés à réaliser une vidéo, en collaboration avec une jeune agricultrice, intitulée *Herber, désherber* (2020). Cette œuvre montre les mains de cette femme, de très près, alors qu'elle travaille la terre, y fait des trous, y glisse des plants, les referme, lisse la terre et arrache d'autres plants, les plantes adventices, celles qu'on a l'habitude d'appeler les mauvaises herbes.

Si nous nous intéressons de manière critique aux forces économiques et politiques dominantes, nous voulons également rendre visibles ces pratiques qui tendent vers le soin de la terre.

R. I. J'ajouterais toutefois que c'était important pour nous de ne pas présenter une vision idéalisée de ces relations. Les actions que l'on présente dans la vidéo rendent visible un travail concret

qui s'insère dans un contexte complexe – certaines plantes vont mourir pour que d'autres, celles qui vont nous nourrir, puissent s'épanouir. L'éthique de la cohabitation entre l'humain, le reste du vivant et le plus qu'humain est rarement simple, et il y a souvent une part de violence dans le soin qu'il ne faut pas rendre innocente.

Cette question est au cœur d'une série de vidéos intitulée *The Violence Care* (2019) qui doit être présentée dans l'exposition *Eco-Urgency*, à New York, à l'été 2021. Elle présente des pratiques humaines qui tentent de créer les conditions nécessaires à l'épanouissement ou tout simplement au maintien de la vie d'oiseaux dans un zoo, une station expérimentale, un centre de conservation, mais aussi dans un poulailler périurbain. Chaque vidéo rend compte d'une situation spécifique, au Nebraska, en Ontario et au Québec, avec son lot de préoccupations éthiques.

D'ailleurs, nous allons continuer à explorer ces questions de la cohabitation entre les espèces, de soin du sol et de formation de la propriété coloniale en Amérique du Nord pour les prochaines itérations de l'exposition *Look, it's daybreak, dear, time to sing*, qui avait d'abord été présentée au Bemis Center. Chaque itération va se développer à travers des rencontres avec des citoyens, des institutions et des chercheurs locaux. La prochaine, au Ulrich Museum, va notamment nous amener à dialoguer avec l'équipe du Land Institute qui développe des formes options pérennes d'agriculture et à faire une résidence dans la communauté de Matfield Green, au Kansas. Comme lors de notre résidence à la Fondation Grantham, ces expériences nous permettent de développer un rapport sensible au monde et nous amènent à porter attention à des situations en train de se faire.

La pratique collaborative de **RICHARD IBGHY** et **MARILOU LEMMENS** se déploie à travers l'installation, la sculpture, la vidéo et la performance. Leurs œuvres ont fait l'objet d'expositions individuelles au Bemis Center for Contemporary Arts, Omaha (2019), VOLT, Bergen (2019), Audain Gallery, Vancouver (2018), Jane Lombard Gallery, New York (2017), Esker Foundation, Calgary (2016), Galerie Leonard & Bina Ellen, Montréal (2016), et ISCP, New York (2016). Leur travail a été présenté lors de la Biennale de Fiskars, Finlande (2019), la OFF-Biennale Budapest (2017), la Bienal de Cuenca, Équateur (2016), la Biennale d'Istanbul (2015), et la Biennale de Sharjah (2011). Richard Ibghy et Marilou Lemmens vivent à Durham-Sud, Québec.

ANDRÉ-LOUIS PARÉ est, depuis décembre 2013, directeur et rédacteur en chef de la revue *ESPACE art actuel*. À titre de critique et théoricien de l'art, il a publié plus d'une centaine d'articles dans diverses revues québécoises se consacrant à l'art contemporain. Il est aussi l'auteur de plusieurs opuscules et textes de catalogue. Comme commissaire, il a signé ou co-signé, depuis 2005, plusieurs expositions individuelles et collectives. Il est membre d'AICA Canada. Jusqu'en juin 2016, il a enseigné la philosophie au Cégep André-Laurendeau (Montréal).

1. L'exposition a d'abord été présentée du 26 septembre au 29 novembre 2020, mais le sera à nouveau du 6 mai au 26 juin 2021.
2. Karl Polanyi, *The Great Transformation*, New York, Farrar and Rinehart, 1944, p. 73.